

IAA  
15 avenue de Cucillé  
CS 90 000  
35919 Rennes

Rennes, le 17/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAS OLGA**

2 RUE JULIEN NEVEU  
BP 21  
35530 Noyal-Sur-Vilaine

Références : n° DDPP35 2025 03672  
Code AIOT : 0005519271

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/12/2025 dans l'établissement SAS OLGA implanté 24 RUE DE LA RIVIERE 35530 NOYAL-SUR-VILAINE. L'inspection a été annoncée le 29/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite intervient dans le cadre de la programmation pluriannuelle de contrôle.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS OLGA
- 24 RUE DE LA RIVIERE 35530 NOYAL-SUR-VILAINE
- Code AIOT : 0005519271

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine VRAI du site OLGA exploite actuellement une laiterie avec une activité de fabrication de yaourt ultrafrais.

Dans le cadre du schéma directeur industriel du groupe OLGA, l'exploitant projette de transférer l'activité de la beurrerie du site "historiques" d'OLGA situé au bourg de Noyal-Sur-Vilaine ainsi que la réception du lait du site de Noyal Bourg et du lait de chèvre du site de Petit-Billy vers le site de La Rivière.

Ces modifications et les aménagements envisagés ont été portés à la connaissance du Préfet le 10/02/2022. Les travaux sont actuellement en cours.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 22/09/2023, article 2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
13	Limitations de rejets eaux industriels	Arrêté Préfectoral du 22/09/2023, article 4.2.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Confinement des eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26-bis	Sans objet
6	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	Sans objet
7	Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 22/09/2023, article 4.1	Sans objet
8	Prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'eau : Mesure et Relevé	article 15	
9	Inventaire des consommations d'eau	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Point 6	Sans objet
10	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
11	Fréquence de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	Sans objet
12	Surveillance des eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 22/09/2023, article 4.2.3.1	Sans objet
14	Surveillance des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 22/09/2023, article 4.2.3.2	Sans objet
15	Limitation des rejets des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 22/09/2023, article 4.2.2.3	Sans objet
16	Dépassements et actions correctives	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les aspects maîtrise du risque incendie, quantité et qualité de l'eau sont globalement bien suivis par l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Ressources en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/09/2023, article 2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité au dossier de demande d'autorisation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.
<b>Constats :</b>  Extrait de l'étude de dangers p. 34 de mai 2014 : "Les besoins en eau sont estimés à 510 m3/h."

<p>D'après le POI du 02/07/2025, les ressources en eau d'incendie sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 poteaux incendie externes (un devant le site Petit Billy et un à proximité de la 2x2 voies) qui seraient sur deux lignes du réseau AEP distinctes (débits disponibles en simultané avec les autres poteaux incendie internes et externes à justifier),</li> <li>- 3 poteaux incendie externes (deux ont été visualisés lors de la visite). D'après le rapport de vérification fourni, les poteaux 3 et 4 sont capables de fonctionner en simultané et de délivrer chacun 60 m3/h (120 m3/h disponible en simultané).</li> <li>- 1 cuve de stockage de l'eau de 100 m3, équipée d'une vanne qui permet le branchement des pompiers (60 m3/h disponible en simultané) (visualisée sur le site).</li> <li>- 1 bassin humide de 2000 m3 avec deux aires d'aspiration (120 m3/h disponible en simultané) (visualisé sur le site).</li> </ul> <p>L'exploitant doit justifier de l'adéquation entre ses besoins en eau et ses ressources en eau.</p> <p>L'exploitant ajoute que depuis 18 mois, le site est sprinklé sur toute la partie production (en lien avec les demandes des assureurs). L'installation dispose d'une cuve de 470 m<sup>3</sup> et d'un local motopompe associé. En lien avec ce nouvel équipement, les besoins en eau du site ont évolué.</p> <p>L'exploitant précise également que les locaux électriques sont équipés d'une extinction à gaz (argon). Une des salle a été visualisée lors de la visite.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit justifier de l'adéquation entre ses besoins en eau et ses ressources en eau.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

## N° 2 : Moyens d'intervention en cas d'accident

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Moyens d'intervention en cas d'accident.</p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.</p> <p>En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces</p>

conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport d'intervention du 19/06/2025 de vérification des RIA/PIA a été fourni. Les 34 équipements sont en bon état. 7 opérations sont à réaliser en préventif.</p> <p>Le rapport d'intervention du 19/06/2025 de vérification des extincteurs a été fourni. 13 appareils ont été sortis et 157 sont en bon état. 10 opérations sont à réaliser en préventif.</p> <p>Les justificatifs des débits des poteaux incendie ont été fournis. La vérification du bon fonctionnement des poteaux incendie externes a été faite par le SDIS en septembre 2025. Le bon fonctionnement de ses poteaux internes a été réalisé le 17/04/2024. Les 3 poteaux étaient conformes.</p> <p>La réserve incendie de 2000 m3 (bassin humide) a été curée il y a peu de temps pour garantir le volume d'eau disponible.</p> <p>Concernant les vérifications associées au bon fonctionnement du système de sprinklage, l'exploitant précise qu'il procède au démarrage des deux groupes motopompes toutes les semaines pendant 20 min. Il ajoute disposer d'un contrat de maintenance annuel (qui couvre notamment les visites de vérification). Les fiches de contrôle présentes dans le local atteste des visites semestrielles réalisées en 2025. Les comptes-rendus de vérification semestrielle d'un système de sprinkleur des 04/12/2024 et 21/05/2025 et ont été fournis. L'exploitant explique qu'il y a actuellement un problème sur un chargeur d'un des deux groupes motopompes. Ce chargeur électrique est indispensable au démarrage des pompes.</p> <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit justifier du bon fonctionnement du système de sprinklage (réparation motopompe défaillant).</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p> <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

### N° 3 : Confinement des eaux d'extinction d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26-bis
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction d'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Bassin de confinement des eaux incendie.</p> <p>Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être</p>

pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m<sup>3</sup>, sauf dérogation prévue à l'article 26 ter.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

En cas de dispositif de confinement externe :

- les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ;

- tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ;

- en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ;

- l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part.

Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.

- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;

- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

### Constats :

D'après l'EDD de 2014, p. 34 : "les besoins en confinement total sont de 1559 m<sup>3</sup>.

Le bassin de rétention du site permettra de confiner un volume de 3000 m<sup>3</sup>."

L'exploitant précise que le bassin fait 3000 m<sup>3</sup> mais 2000 m<sup>3</sup> servent de confinement (en lien avec le trop plein du bassin). Ce bassin a été visualisé lors de la visite.

Le plan d'opération interne du 01/07/2025 a été fourni le 01/12/2025. Ce document précise : "Possibilité de mettre en rétention l'usine (cf. IT 770 026)"

L'IT 770 026 a été fournie. Elle détaille le fonctionnement du bassin de confinement. La sortie du bassin est asservie à une sonde pH et turbidité. Un bouton poussoir accessible depuis la voirie permet de fermer la vanne en cas d'urgence. Il est également possible de manœuvrer la vanne manuellement en cas de coupure d'électricité.

<p>La procédure en cas de dépassement des sondes sur le devenir des eaux a été demandée. L'exploitant précise que les pollutions sont pompées et évacuées en tant que déchets (cela est précisé dans l'IT 770 026). Il ajoute que les premières eaux chargées en cas d'orage sont retenues pour être diluées. Elles sont restituées au milieu naturel après vérification de leur qualité (la turbidité mesurée est convertie en MES et comparée à la valeur limite d'émission dans les eaux pluviales). Cela est à formaliser.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le détail des actions à mener quant au devenir des eaux en cas de dépassement des sondes pH et/ou turbidité est à formaliser.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Détection incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Surveillance et réseau de détecteurs.</p> <p>A.-L'exploitant met en place un réseau de détecteurs tel que prévu dans son étude de dangers. [...]</p> <p>Les détecteurs, leur positionnement et leur nombre sont adaptés aux risques identifiés. L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs. Il tient à jour, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, détermine et met en œuvre les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant respecte les conditions de fonctionnement et d'entretien définies par le fabricant de ces détecteurs. Le déclenchement des détecteurs et les actions correctives ou préventives menées sont tracées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Extrait de l'EED 2014 p. 31 :</p> <p>" Les locaux sont équipés de détection incendie.</p> <p>La détection dans les chambres froides sera de type haute sensibilité.</p> <p>Ces réseaux de détection sont reliés à un réseau d'alarme sonore et reportée vers une centrale puis vers le site de gardiennage et/ou le personnel d'astreinte."</p> <p>L'exploitant précise que tout le site est équipé de détecteurs incendie de différentes natures en fonction de leurs localisations. Certains détecteurs présents sur le site ont été visualisés lors de la visite (notamment des détecteurs de type phénix qui fonctionnent avec des points d'aspiration et un détecteur centralisé.</p> <p>Le sprinklage est relié à une spring box qui centralise les alarmes (cela est branché sur une double voie qui permet de sécuriser l'alarme). Les alertes sont reçues par 3 personnes différentes. La spring box est une extension de la centrale de détection qui en facilite l'utilisation. Lors de la visite, la centrale de détection ainsi que l'outil de visualisation associé ont été visualisés.</p>



Les rapports de contrôles et de vérifications semestriels des installations SSI ont été fournis (du 03 au 07/02/2025 : 10 points hors service et 2 points en dérangement, 25/03/2025 : centrale en veille, du 07 au 14/08/2025 : les deux détecteurs conventionnels Vega sont hors-service et à remplacer au plus vite.

L'exploitant précise que comme le site est en travaux, il y a souvent des zones hors service (cela a été visualisé lors de la visite au niveau de la centrale). Les zones mises hors service sont répertoriées dans un cahier de suivi (leur remise en service est également précisée). Lors de la visite, une zone était en dérangement depuis le 18/11/2025, l'exploitant doit préciser les actions correctives.

Il précise qu'il y a un contrat de maintenance (2 visites par an) et un contrat de remplacement de 1/3 des détecteurs par an. Il ajoute que quand un détecteur est défaillant, il est mis hors service et il est changé par l'organisme de contrôle à la prochaine visite mensuelle.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Lors de la visite, une zone était en dérangement depuis le 18/11/2025, l'exploitant doit préciser les actions correctives.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 : Installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installations électriques

**Prescription contrôlée :**

Installations électriques.

A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

**Constats :**

Le dossier de contrôle des installations électriques par thermographie infrarouge du 17/06/2025 a été fourni : "Les installations sont propres et entretenues, les tableaux et armoires sont maintenus fermés.

Lors de notre passage, une anomalie de priorité 1 a été constatée dans l'armoire compresseur 1 SLF 101 3, la réactivité du service maintenance a permis de la solder sur le champ."

<p>Le rapport de vérification des installations électriques du 08 au 11/10/2024 a été fourni. 23 observations ont été formulées dont 4 déjà signalées. Certains éléments n'ont pas pu être vérifiés pour des raisons d'exploitation ou pour des raisons d'inaccessibilité ou faute de personnel accompagnant habilité à la manoeuvre.</p> <p>Le rapport de vérification des installations électriques du 27 au 30/10/2025 a été fourni. 35 observations ont été formulées dont 6 déjà signalées. Certains éléments n'ont pas pu être vérifiés pour des raisons d'exploitation ou pour des raisons d'inaccessibilité ou faute de personnel accompagnant habilité à la manoeuvre.</p> <p>Par ocurriel du 11/12/2025, l'exploitant précise :</p> <p>"(1 - 2) : Les absences de contrôle électrique sur certaines zones s'expliquent par la non-coupure de l'alimentation électrique pour cause de production.</p> <p>(3 - 4 - 5) : Ces contrôles ne sont pas réalisés car certaines zones sont inaccessibles en raison de la hauteur et de la non-habilitation des intervenants Socotec pour la nacelle et de la coactivité avec la production.</p> <p>(6) : Vérification des cellules : les cellules ont bien été contrôlés mais par le technicien Socotec qui a contrôlé le site Petit Billy, puisque le poste de livraison est situé de l'autre côté de la route. Voir page 32 - 33 du rapport du Petit Billy en PJ."</p> <p>Les vérifications sont à faire sur l'ensemble des installations. Si la production ne permet pas de réaliser certaines vérifications, le contrôle doit être diligenté pendant un/ou plusieurs arrêts techniques.</p> <p>L'exploitant précise que toutes les observations sont suivies dans la GMAO du site avec un plan d'action associé (extrait visualisé lors de la visite). Cela est suivi par le service maintenance (date de début, opération à réaliser, statut de l'opération).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Les vérifications sont à faire sur l'ensemble des installations.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 6 : Plan des réseaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>III.-Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li> <li>-les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;</li> <li>-les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li> <li>-les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;</li> <li>-les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.</li> </ul>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan de masse du site de La Rivière a été visualisé et fourni. Ce plan est difficilement lisible parce que nombreuses informations s'y trouvent. Un plan spécifique mentionnant les éléments ci-dessus est attendu. L'alimentation en eau potable principale (95%) arrive au sud du site et transite par la cuve de 100 m³. Le reste servant à la production de polymère au niveau de la STEP et au process de la maison Bordier provient du nord du site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Un plan spécifique des réseaux d'alimentation et de collecte des eaux (avec les éléments mentionnés ci-dessus) est à fournir.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Prélèvements et consommations d'eau**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/09/2023, article 4.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – indicateurs sur les volumes de prélèvement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Origine et réglementation des approvisionnements en eau L'approvisionnement en eau de l'établissement est assuré par le réseau d'adduction d'eau publique. Concernant le réseau d'adduction d'eau publique, l'exploitant devra disposer d'une autorisation de la collectivité responsable, mentionnant les quantités et conditions et datant de moins de 5 ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le syndicat Eau des portes de Bretagne assure la distribution de l'eau potable sur le secteur de l'établissement. Le courrier du syndicat du 22/03/2024 a été fourni. Ce document précise les quantités annuelles autorisées jusqu'en 2030 (260000 m3/an sur les deux sites : bourg et la Rivière). L'exploitant explique avoir des échanges réguliers avec le syndicat et faire partie du bureau. Dans ce contexte, il est directement interpellé par les associations parce que faisant partie des gros consommateurs. En période de sécheresse, les échanges avec le syndicat sont hebdomadaires.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Prélèvement d'eau : Mesure et Relevé**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – indicateurs sur les volumes de prélèvement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

<p>Art. 15 AM 02/02/1998 : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le tableau de suivi des consommations d'eau hebdomadaire de l'année 2025 a été transmis. Comme le volume consommé est supérieur à 100 m3/j, le relevé des compteurs doit être journalier. La donnée journalière existe mais les volumes consommés sont analysés à l'échelle de la semaine en lien avec la production.</p> <p>Les consommations annuelles d'eau du site de la Rivière depuis 2015 ont été fournies. Les augmentations de 2020 et 2023 sont expliquées par le transfert d'activités depuis Noyal Bourg vers la Rivière.</p> <p>La baisse observée entre 2023 et 2024 (passage de 91523 m3 à 84527 m3) est en lien avec l'activité observée à ce moment-là.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Inventaire des consommations d'eau

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Point 6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Inventaire des consommations d'eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>6. Inventaire</p> <p>L'exploitant établit, maintient à jour et réexamine régulièrement (y compris en cas de changement important), dans le cadre du SME défini au point ci-dessus, un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux qui intègre tous les éléments suivants :</p> <p>I. - Des informations sur les procédés de production agroalimentaire et laitière, y compris :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Des schémas simplifiés de déroulement des procédés, montrant l'origine des émissions ;</li> <li>b) Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et des techniques de traitement des effluents aqueux/gazeux destinées à éviter ou à réduire les émissions, avec mention de leur efficacité ;</li> </ul> <p>II. - Des informations sur la consommation et l'utilisation de l'eau présentées sous forme de schémas de circulation et bilans massiques, et détermination des mesures permettant de réduire la consommation d'eau et le volume des effluents aqueux (voir point 9) ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le diagnostic et l'étude technico-économique de consommation d'eau de septembre 2022 d'un bureau d'étude externe a été fourni. Ce document présente l'inventaire des consommations d'eau. Y figurent des schémas des procédés de production et les optimisations possibles des consommations d'eau. Les actions proposées sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1- GEN_03 : suivi des taux de retours de condensats chaufferie vapeur</li> <li>2- GEN_04 : Optimiser le taux de purges de la Chaudière vapeur</li> </ul>

<p>3- GEN 06 : Compléter le parc de tuyaux d'eau avec des écojets</p> <p>4- GEN 07 : Optimiser la régénération du filtre entrée site</p> <p>5- PROCESS 02 : Réduction de la consommation d'eau au conditionnement</p> <p>6- PROCESS 04 : paramétrer les pousses d'eau de process</p> <p>7- PROCESS 05 : Recyclage des eaux de refroidissement des homogénéisateurs yaourt</p> <p>8- PROCESS_06 : Recyclage des eaux de refroidissement des homogénéisateurs dessert</p> <p>9- NEP_03 : rationaliser le nombre de lavages</p> <p>L'exploitant précise que toutes les actions économiquement acceptables ont été mises en place. Dans le cadre de ces investissements, l'exploitant explique avoir reçu le trophée de l'eau desservi par l'agence de l'eau.</p> <p>Il précise qu'il envisage la mise en place du REUSE en sortie de STEP. Ils vont commencer par les pistes de lavage (extérieur des camions) et y aller progressivement (-5 % dans un premier temps) avec un filtre variable micro (et traitement UV, chlore et adoucissement). Les flux rejetés sont les mêmes mais les concentrations augmentent. L'inspection ajoute que cela doit être étudié dans le cadre de l'étude d'acceptabilité du milieu.</p> <p>En parallèle, des capteurs vont être installés dans les canalisations de la NEP pour optimiser les quantités d'eau consommées durant lavages.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Transmission GIDAF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La transmission des résultats d'autosurveillance via GIDAF est faite dans les délais (vérifications faites entre novembre 2024 et octobre 2025).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Fréquence de surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque les flux de polluants autorisés dépassent les seuils impliquant des limites en concentration, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions</p>

fixées par l'arrêté d'autorisation.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les suivis sont faits en sortie de STEP de la Rivière parce que la STEP ne traite pas les micropolluants.</p> <p>L'étude de compatibilité des rejets avec la qualité du milieu aquatique de janvier 2025 a sélectionné les paramètres micropolluants pertinents à analyser (substances émises en concentration supérieure à la limite de quantification (a minima sur l'ensemble des substances spécifiques des AM 2/2/98 art.32-3, AM 24/08/2017 2230 laiteries - E art.36-I-3). En fonction des résultats des mesures, l'étude propose une fréquence d'analyse pour chaque micropolluant pertinent : les substances identifiées sont mesurées tous les ans et les autres substances tous les 5 ans.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Surveillance des eaux industrielles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/09/2023, article 4.2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux industrielles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>DCO : journalière MES : hebdomadaire DBO5 : mensuelle Azote globale : mensuelle Phosphore total : hebdomadaire Chlorures : mensuelle</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Données analysées sur la période novembre 2024 à octobre 2025. Pas de non-conformité observée par rapport aux fréquences de l'arrêté préfectoral du 22/09/2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Limitations de rejets eaux industriels**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/09/2023, article 4.2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Limitations de rejets eaux industriels
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux usées industrielles font l'objet d'un pré-traitement avant rejet en station d'épuration collective industrielle gérée par la SAS OLGA sur un site indépendant. Les valeurs limites d'émissions sont les suivantes</p>
<b>Constats :</b>

Les données transmises via GIDAF ont été analysées entre novembre 2024 et octobre 2025. Il en ressort que :

- 90 % des valeurs présentent un pH trop élevé (jusqu'à 12.1),
- 25 % des valeurs sont non-conformes en MES,
- 9 % des valeurs sont non-conformes en DCO,
- 8 % des valeurs sont non-conformes en DBO5 et en Azote Kjeldahl.

Concernant les dépassements en pH, l'exploitant précise que la STEP externe de la Rivière arrive à abattre le pH sans ajout de produits chimiques.

Par courriel du 13/02/2025, l'exploitant a demandé la modification des valeurs de rejets en sortie usine La Rivière vers la STEP de la Rivière.

"En effet, les travaux de construction d'un bassin tampon de 1500 m<sup>3</sup> et la mise en place de capteurs en lignes (pH, turbidité, UV) nous permettra de lisser les effluents à traiter à la semaine et d'isoler les rejets anormaux en sortie usine. Ces travaux réduiront les risques de perturbation de la station d'épuration. Sur un pH trop élevé > 11,5, les effluents sont isolés. Le bassin tampon collecte les 4 usines. L'IA aide au pilotage de la STEP.

Les concentrations actuelles en sortie de la station d'épuration respectent les valeurs limites d'émissions dans le milieu naturel fixés par l'arrêté préfectoral complémentaire n°40128-4 de la STEP de la Rivière."

Conformément au guide pour la simplification du réexamen, version de décembre 2020 :

→ le dossier doit fournir les éléments technico-économiques permettant d'apprécier les conditions de rejets et la performance de la station externe ;

→ le dossier doit fournir l'engagement de l'exploitant du réseau d'assainissement et de la STEP à traiter la substance concernée et le taux d'abattement correspondant. Cet engagement devra être inscrit dans une autorisation de déversement, convention de rejets ou tout document équivalent à transmettre comme justificatif. La VLE en sortie d'établissement, au point de rejet dans le réseau d'assainissement, est alors fixée (valeur maximale) en appliquant le III de l'article R. 515-65.

→ le dossier doit démontrer (calculs détaillés) que la charge polluante in fine rejetée est inférieure ou égale à celle qui serait obtenue en appliquant les NEA-MTD rejets directs en sortie d'installation IED (concentrations et flux en sortie de STEP < concentration et flux en sortie de site en prenant en compte les NEA-MTD rejets directs :  $VLE \leq NEA-MTD / (1 - \text{taux d'abattement})$ ).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 14 :** Surveillance des eaux pluviales

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/09/2023, article 4.2.3.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des eaux pluviales

**Prescription contrôlée :**

Il est procédé à contrôle trimestriel des eaux pluviales au droit de chaque rejet.
<b>Constats :</b>  Les données GIDAF ont été analysées entre novembre 2024 et octobre 2025. La fréquence de surveillance trimestrielle est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Limitation des rejets des eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/09/2023, article 4.2.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Limitation des rejets des eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b>  pH compris entre 5,5 et 8,5 DCO < 100 mg/l MES < 30 mg/l Hydrocarbures totaux < 10 mg/l NTK < 30 mg/l. L'ensemble des réseaux d'eaux pluviales est muni d'obturateurs placés en amont de chaque exutoire. Les eaux pluviales transitent par un débourbeur séparateur à hydrocarbures avant rejet dans un bassin tampon de 300 m3 équipé d'un exutoire calibré à 20 l/s. Ce bassin permet également le confinement des eaux polluées lors d'un accident ou un incident. Sa fermeture est automatisée à l'aide d'une sonde couplée à une vanne motorisée.
<b>Constats :</b>  Les données GIDAF ont été analysées entre novembre 2024 et octobre 2025. Les résultats sont conformes sauf pour le paramètre hydrocarbures totaux qui présente un dépassement en juin 2025 (mesure > 100 mg/L). L'exploitant précise qu'il s'agit d'une erreur de saisie en lien avec les modifications de l'outil GIDAF survenues récemment. Les résultats de l'analyse du 06/06/2025 ont été fournis, la valeur pour les hydrocarbures totaux est < 100 µg/L.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Dépassements et actions correctives**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les résultats de l'ensemble des mesures sont transmis mensuellement à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires écrits sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées.
<b>Constats :</b>



Données GIDAF analysées entre novembre 2024 et octobre 2025.

Les dépassements sont commentés dans GIDAF et les actions correctives précisées.

L'exploitant précise que l'outil ne permet pas de faire la distinction entre eaux pluviales et eaux résiduaires dans les commentaires (synthèse).

**Type de suites proposées :** Sans suite